



En
accès
libre

LE VIRUS
DE LA RECHERCHE

MICHEL ISSINDOU

**TOURMENTS ET PRINCIPE
DE PRÉCAUTION VUS
DEPUIS L'ASSEMBLÉE NATIONALE**

PUG

La collection « **LE VIRUS DE LA RECHERCHE** » est une initiative des PUG en partenariat avec [The Conversation](#) et l'Université Grenoble Alpes.

Directrice de la publication : Ségolène Marbach

Directeur de la collection : Alain Faure

Cette édition électronique a été réalisée pour les PUG par Catherine Revil, en télétravail, pendant la période de confinement.

ISBN 978-2-7061-4809-5 (*e-book PDF*)

ISBN 978-2-7061-4810-1 (*e-book ePub*)

© PUG, avril 2020

15, rue de l'Abbé-Vincent – F-38600 Fontaine

pug@pug.fr / www.pug.fr

L'OPÉRATION **LE VIRUS DE LA RECHERCHE**

En réaction à la situation inédite engendrée par le coronavirus, les PUG ont proposé à leurs auteurs et aux chercheurs intéressés d'**ouvrir la réflexion sur les enjeux de la crise du Covid-19 vus par le monde de la recherche, sur la base d'une contribution libre et volontaire.**

Nous avons demandé aux auteurs de questionner les modes de formulation et de diffusion des savoirs car l'urgence nous oblige sur cette voie. Les chercheurs sont des gens passionnés. Leur *virus de la recherche* formate leurs réflexions sur la marche du monde et il nous semble que la crise du Covid-19 favorise aussi un travail d'introspection sur les ressorts sensibles du métier de chercheur – ses tâtonnements, ses doutes, ses énigmes mais aussi ses espoirs.

La collection « Le virus de la recherche », coordonnée par Alain Faure (CNRS, Sciences Po Grenoble, Pacte, UGA), rassemble les meilleurs textes issus de cette initiative dans une série d'e-books courts, en libre accès, en téléchargement sur le site des PUG, dans leur réseau de diffusion, et chez tous les libraires en ligne.

Face à la crise, les PUG choisissent de faire preuve d'esprit coopératif, de réactivité et d'agilité et proposent ainsi à leurs lecteurs de garder les neurones en action dans l'effervescence des réflexions et du débat scientifique.

Bonne lecture à tous!

Le désordre planétaire provoqué par le Covid-19 me ramène à un moment d'extrême tension vécu à l'hiver 2009, alors que j'étais député à l'Assemblée nationale. Un autre virus de la grippe, le A H1N1, avait semé le doute, le trouble et une forte dose d'angoisse sur les bancs de l'Hémicycle. Fallait-il s'inquiéter de ce virus que l'on prétendait redoutable ou ne pas lui prêter plus d'attention qu'à une grippe saisonnière? Les experts furent convoqués en masse pour nous dire leur vérité, nous exposer la menace réelle. Les uns, bourrés de certitudes négatives, nous ont effrayés, d'autres bourrés de doutes, nous ont laissés dans l'expectative, les derniers enfin, bourrés de certitudes positives, nous ont rassurés...

À qui fallait-il faire confiance? Les scandales du sang contaminé et de l'amiante étaient dans nos esprits et nous étions conscients que l'expertise est le passage obligé, en amont de la prise de décision politique. Une fois de plus, les élus du peuple, sans qualification particulière, se retrouvaient confrontés à des avis d'experts divergents, et dans l'obligation de trancher rapidement.

Ils l'ont fait, et les gouvernants d'alors ont suivi les experts les plus pessimistes, les plus prudents, choisissant une application extrême du principe de précaution. Leur majorité parlementaire a suivi. Il est parfois confortable d'être dans l'opposition tant il est angoissant de faire des paris sur la santé de ses concitoyens...

Printemps 2020, une crise sanitaire d'une ampleur exceptionnelle est en train de mettre à mal la planète entière. Au-delà du drame humain que constituent les dizaines de milliers de morts comptabilisés en cette mi-avril, le Covid-19 va provoquer une déflagration économique et sociale sans précédent. Il faut remonter à la deuxième guerre mondiale pour retrouver pareil désordre, et les experts considèrent déjà, alors même que la crise n'a pas encore produit tous ses effets négatifs, que le retour à la normale sera long et périlleux.

Certes, ce n'est pas la première fois que le monde est touché par ces invisibles ennemis. Ils sont là en permanence, et le plus connu, celui de la grippe, cause chaque hiver la mort de 10 000 victimes dans notre pays, entre 300 000

et 500 000 dans le monde. La grippe saisonnière, que l'on maîtrise tant bien que mal grâce à l'ajustement annuel des vaccins, fait partie de notre environnement et n'effraye plus grand monde.

Les épidémies ont toujours accompagné l'histoire des hommes. Les grandes pestes décimaient la moitié des habitants des villes infestées. La mal nommée grippe espagnole, au sortir de la première guerre mondiale a exterminé entre 30 et 50 millions d'habitants de la planète! Mais tout cela est de l'histoire ancienne et plus personne n'imaginait que de telles hécatombes puissent se reproduire. Les progrès de la médecine, notamment de la vaccination ont rassuré les populations. Peut-être trop...

L'histoire plus récente montre que la menace est toujours là. Le Sida dans les années 80, pour lequel il a fallu des dizaines d'années de recherche avant de réussir à en atténuer les effets, Ebola, qui a lourdement frappé le continent africain en 2014, ont fait un nombre considérable de victimes. D'autres virus, moins meurtriers, sont restés régionalisés notamment dans les pays asiatiques.

L'expérience de la grippe A H1N1

Il y a une dizaine d'années, la grippe A H1N1 dont on annonçait une morbidité redoutable, a suscité un vent de panique et fait l'objet de mesures préventives sans précédent de la part du gouvernement d'alors. Achats massifs de masques, campagne de vaccination dans tout le pays ont été programmés. Malgré les alertes répétées, les Français n'ont pas véritablement cru à la menace. Moins de 6 millions se sont fait vacciner dans des centres aménagés à la hâte. Le port des masques a été quasi inexistant.

J'ai vécu cette expérience de l'intérieur de l'Assemblée, étant alors député de l'Isère. Nous avons auditionné à plusieurs reprises la ministre de la Santé de l'époque, et nous avons parfois dénoncé ce qui nous paraissait être un excès de précaution, surtout que, le temps passant, le virus ne prenait pas l'ampleur considérable annoncée. De plus, la crise de 2008 étant passée par là, les comptes de la sécurité sociale étaient alors dans le rouge vif: 25 milliards de déficit! À travers les débats de la commission des Affaires sociales, nous ne cessions d'alerter la majorité sur l'insoutenabilité d'un tel déficit, susceptible de mettre à genoux notre protection sociale, indispensable amortisseur de la crise financière pour les plus démunis.

Une ministre chahutée à l'Assemblée

Dans ce contexte, la ministre, mettant au plus haut niveau le principe de précaution pour justifier une dépense de plus de 1 milliard en frais de vaccins

et de masques, a été chahutée par l'opposition à laquelle j'appartenais, mais aussi, à bas bruit et dans les couloirs de l'Assemblée, par sa propre majorité parlementaire... Nous étions à l'épicentre d'une injonction contradictoire : préserver la santé des Français face au virus et sauver la sécurité sociale en danger. La formule employée en permanence dans les débats de l'époque était « la santé n'a pas de prix mais elle a un coût ». Tout est dit !

Les faits, la fin prématurée de l'épidémie, ont donné raison aux détracteurs. Il n'y avait aucune gloire à en tirer. Si l'épidémie avait été majeure, c'est la ministre qui aurait connu son heure de gloire. Ainsi va la vie politique...

Quelques leçons à tirer

Le ravageur Covid-19 est là ! Au cœur de l'épidémie, une relative solidarité nationale se manifeste. Le gouvernement est à la manœuvre et fait ce qu'il peut pour juguler la pandémie. Par expérience, je pressens que dès la disparition du virus, les polémiques sur la gestion de la crise seront vives. La longue pénurie de masques est sur toutes les lèvres et le gouvernement devra justifier son incapacité à les fournir à tous ceux qui, légitimement, les exigeaient. Il y aura aussi la gestion des blouses, des respirateurs, des tests, la tenue du premier tour des élections municipales...

Aujourd'hui, je ne suis pas de ceux qui jettent la pierre au gouvernement sur la gestion de la crise. On est face à une crise sanitaire « inédite », pour reprendre les mots du Président, et nul gouvernant ne peut être accusé de ne pas l'avoir vu venir. Le « gouverner c'est prévoir » a ses limites. Pour autant, il faudra tirer quelques leçons de cette terrible crise sanitaire.

La première sera de redonner à l'hôpital public et à ses remarquables personnels la reconnaissance qu'ils méritent. Depuis de nombreuses années, les soignants nous alertaient sur leurs conditions de travail. Il faudra enfin les écouter. Ils réclamaient quelques milliards pour tenir le coup, ils vont en recevoir des dizaines...

Il faudra aussi être en capacité de ne plus dépendre de l'étranger pour se procurer masques et médicaments. Il faut relocaliser ces fabrications au plus vite. Je ne crois pas au stockage massif de masques qui se périment avec le temps. Par contre, il faut se donner les moyens de les fabriquer massivement et rapidement.

Les députés et le principe de précaution

Plus généralement, il faudra s'interroger sur le modèle de société que l'on veut. Selon moi, il devra être plus respectueux de l'environnement et moins

consommériste. Et surtout réparer les terribles inégalités mises en lumière par la crise actuelle.

La vie reprendra. Nous retrouverons notre si chère liberté d'aller et venir.

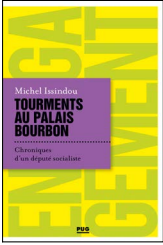
Le principe de précaution est un bon principe, mais il ne doit pas nous paralyser, nous empêcher de vivre. D'autres dangers nous menacent, que ce soient les guerres, le terrorisme ou les catastrophes naturelles, et j'ai confiance en la résilience de l'homme pour en sortir. Il faut toutefois accepter le fait que vivre soit dangereux et que ça finisse toujours mal...

En cette mi-avril, j'ai conscience du drame humain qui se joue. La détresse des victimes et de leur famille me touche sincèrement. Pour autant, il m'arrive de me demander si le traitement médiatique du virus n'est pas devenu excessif, si le couple politiques-médias n'en fait pas un peu trop. Les politiques ont le devoir d'agir et les médias le droit d'informer, mais les éditions spéciales en continu, animées par d'éminents politiques, journalistes et infectiologues, ne fait qu'accroître l'anxiété collective et amplifier inutilement la perception de la crise.

C'est une crise sanitaire majeure qui a fait et fera encore des victimes. Et c'est terrible. Aujourd'hui, je redoute tout autant la crise sociale majeure que va générer le confinement actuel. Il ne faudrait pas que pour sauver des vies aujourd'hui, on en hypothèque d'autres demain... ●

L'AUTEUR

Ancien parlementaire, **Michel Issindou** a, de septembre 2014 à juillet 2015, consigné au jour le jour ses impressions de député au palais Bourbon, des cénacles parisiens au terrain de sa circonscription. Cet éclairage inédit, de l'intérieur, sur le sens de l'engagement d'un parlementaire au cœur de la vie démocratique française, à fait l'objet d'un ouvrage de chroniques paru aux PUG.



PARU AUX PUG

Tourments au palais Bourbon. Chroniques d'un député socialiste, collection «Engagement», 2019.

[Découvrir l'ouvrage](#)

[Découvrir la collection](#)

Découvrir d'autres titres de la collection [LE VIRUS DE LA RECHERCHE](#).